

Valentin BRUNEL  
@ EuroCité  
14.04.16



## COMPTE RENDU CONFERENCE JEUDI 7 AVRIL

Ce jeudi 7 avril, la Fondation Jean-Jaurès accueillait dans ses locaux une conférence exceptionnelle organisée conjointement par le PD Parigi, EuroCité et la Fondation Jean-Jaurès. Le thème en était « Avenir et relances de l'Europe », et nous avons pu longtemps échanger autour de ces questions. La soirée s'est présentée comme une suite d'interventions de la part de nos invités puis une réponse aux (nombreuses) questions du public. Les intervenants de la conférence étaient :

- Gianni PITTELLA, président du groupe Social-démocrate au Parlement européen
- Pervenche BERES, présidente de la délégation socialiste au Parlement européen

La soirée a été animée par Hélène CONWAY MOURET, sénatrice et directrice du pôle international de la Fondation Jean-Jaurès, et Nicolas LERON, président d'EuroCité.

Après quelques mots de remerciements de la part de Massimiliano PICCIANI, secrétaire du Partito Democratico à Paris et co-directeur du pôle Observatoire de la gauche européenne à EuroCité, la soirée a pu être lancée par nos deux modérateurs.

Nicolas LERON a commencé par saluer l'affluence impressionnante, et rappeler l'objectif de la Cité Européenne. Qu'un public aussi nombreux, venu de tous les horizons européens, se réunisse à Paris pour écouter le président du groupe Social-démocrate, voici un vrai message d'espoir, et sûrement la vraie signification de l'européanisation que nous appelons de nos vœux. Alors que l'Europe demeure dans les médias français un sujet assez mineur, malgré d'énormes enjeux, le public sait toujours nous surprendre par son intérêt et l'importance qu'il accorde, avec raison, à la dimension européenne de l'actualité.



## **I Cinq pistes pour relancer l'Europe**

Gianni PITTELLA a d'abord pris la parole, pour saluer l'initiative des organisateurs et remercier la Fondation Jean-Jaurès pour son accueil et son rôle dans la défense et la perpétuation du socialisme français et européen. Saluant la grande diversité de la salle, il a exprimé son plaisir d'être avec nous, et avec Pervenche BERES qui est d'une aide inestimable au Parlement.

La crise européenne, n'est pas fondamentalement économique, ni sociale : il s'agit d'une crise de nature démocratique. L'Europe est en perte de sens, de valeurs, ne sait pas quelle est sa mission précise. Elle est menacée par le spectre des forces rétrogrades, xénophobes, qui se fondent sur l'égoïsme, le nationalisme et le racisme. Il convient de ne pas mésestimer ce péril, mais avant tout de reconnaître que le déclin de l'Union européenne est lié au déclin du socialisme : les deux forces marchent main dans la main. Pour réagir, nous devons relever cinq défis importants...

Le premier est le défi économique. Il faut sortir du rigorisme insensé qui a été la seule recette promue après la crise de 2008. Nous en sommes aussi responsables, en ayant accepté les recettes néo-libérales. Aujourd'hui le plan d'investissement public présenté par Pierre Moscovici, commissaire européen, va dans le bon sens, puisqu'il va permettre de financer de nouvelles structures européennes et d'avancer ensemble. Le groupe socialiste a été le premier à se battre pour ce retour à l'investissement, qui est maintenant une priorité actée par tous.

Le second défi est bien entendu la crise migratoire. Comment pouvons-nous accepter que l'Europe, ce continent connu dans le monde pour ses valeurs de solidarité, d'accueil, de fraternité, ne soit pas capable d'accueillir aujourd'hui un million de réfugiés, quand la Turquie seule en compte au moins autant sur son sol ? Il faut aujourd'hui défendre Schengen, qui est en danger, ainsi que les concepts de civilisation et de droit à la mobilité qui lui étaient associés.

Ce défi se portera en partenariat avec l'Afrique, vers laquelle nous devons nous ouvrir. Il s'agit d'une terre politique formidable, qui est cependant encore trop entachée de pratiques et d'héritages rétrogrades et réactionnaires. Nous devons participer à la création d'un modèle de démocratie moderne sur ce continent. Pour cela, la traçabilité des matériaux que nous empruntons est un passage obligé, ainsi qu'une réflexion bilatérale autour de l'immigration. Ceci est d'autant plus important aujourd'hui que la question des paradis fiscaux est posée avec une telle acuité : les ensembles politiques, géographiques, doivent plus que jamais travailler ensemble, et l'Europe doit s'y investir complètement, en tant que groupe uni et représentatif.

Le quatrième défi est social : il faut rendre aux femmes qui travaillent, aux jeunes, aux chômeurs, ainsi qu'à tous les travailleurs quels qu'ils soient, non pas seulement de l'argent, des comptes... mais bien une fierté qu'ils puissent revendiquer en tant que telle. L'Europe doit se

sortir de la politique agioteuse, financière, pour devenir l'Europe des personnes. Ce n'est qu'une fois ce travail sur nous-mêmes effectué que nous serons en mesure de produire une politique extérieure commune, et donner toute sa cohérence au socialisme mondial prôné par Delors ou Mitterrand par exemple.

Enfin le dernier défi est celui qui nous incombe alors que nous devons assurer les conditions de la sécurité internationale. La protection des données et leurs échanges ne sauraient être contradictoires. La surveillance des réseaux sociaux ne saurait être une réponse adaptée, si elle n'est pas liée à des mesures de vérification solides et sûres.

Voici les principaux défis qu'il nous faut relever de manière urgente pour relancer l'Europe. Nous devons avant tout marquer par une ligne rouge les valeurs que nous portons et qui s'opposent à celles promues par les assassins qui aujourd'hui prennent en otage le nom de l'Islam et le rabaissent à une idéologie guerrière et fanatique, aussi absurde qu'éloignée du sens originel de cette religion.

## **II Accompagner le projet européen**

Pervenche BERES a ensuite pris la parole pour revenir sur plusieurs points qu'elle a jugés essentiels. Avec Gianni PITTELLA, elle a participé à la négociation bancaire, ainsi qu'à de nombreuses autres luttes au sein du Parlement européen.

Comment pouvons nous relancer l'Europe ? Le problème est apparu avec une forte acuité lors de la crise grecque : Tsipras avait exprimé ses doutes et sa gêne, à voir le PSE agir comme un redresseur de torts, tout en laissant les institutions agir en toute opacité. Le problème que nous avons à traiter était insoluble : nul ne peut redresser un État le temps d'un mandat... et chacun savait que le problème était ailleurs. Ce n'était pas le nombre de fonctionnaires, ni l'âge de la retraite, mais la volonté de trouver une puissance publique représentative, forte, pour laquelle s'engager, qui était en jeu.

Le capitalisme hors normes a détruit ce qui restait de l'État solidaire en Grèce, et le rôle des socialistes européens, là-bas comme ailleurs, est de remettre en selle l'équilibre au cœur de nos sociétés. Cette question de l'équilibre est aujourd'hui essentielle, c'est elle qui fait que la social-démocratie tient encore sa place dans le débat contemporain. En effet, l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui est dans un état d'incomplétude assez marquant. En venant à l'euro, nous n'avons avancé que d'un petit pas, dont nous pouvons presque nous étonner de la durée ! En effet, sans budget commun, sans outil pour le faire respecter, ce cadre de l'euro a été incroyablement résilient...

Aujourd'hui le projet européen vit une véritable frustration. A nous de le reconnaître, et entre Européens convaincus, de prendre acte des limites de la méthode des petits pas. Cette méthode a fait son temps, a été utile, mais porter un projet politique demande aujourd'hui

autre chose, soit une vision globale de ce que nous souhaitons mettre en place. Paradoxalement, ce sont les Britanniques, soit le peuple considéré comme le moins favorable à l'intégration européenne, qui nous en donnent les moyens. Agissons pour que le référendum, quel que soit son résultat, soit l'occasion de clarifier le projet européen.

Il nous faut dépasser l'alternative entre souveraineté et fédéralisme, qui nous a si souvent desservis et divisés. La question politique, qui devrait animer le projet européen, n'a jamais été posée. Certes, elle ne permet pas d'excuser Orbán ni ses homologues polonais, cependant nous devons prendre garde à bien intégrer les peuples, non pas au nom du marché, qui les aliène, mais au nom des valeurs de liberté, de solidarité, de tolérance, des valeurs de décence, qui sont aussi et surtout portées par les socio-démocrates.

Nous gardons cependant bon espoir que les choses puissent changer. La déclaration franco-italienne de Venise a mis de l'ordre dans les facteurs sur lesquels nous devons agir. Il faut, bien entendu, partir de l'économique, puis réenchanter, puis partager, accompagner. L'avenir du modèle européen, nous pouvons en voir aussi un exemple dans le succès de la COP21, qui nous a montré la voie d'un développement respectueux, sans arrogance, tout en gardant au cœur la détermination de servir le bien commun.

### **III Une salle enthousiaste**

Après ces paroles de réconfort, la salle a pu s'exprimer à son tour. Les questions ont porté sur la prégnance du libéralisme, telle qu'elle est ressentie par une grande partie des sympathisants de gauche sur le continent, mais aussi sur la nécessité, devant les différentes crises qui semblent mettre à mal le projet européen, de rester positif, de rappeler que l'Europe est aussi une réussite incontestable. Pour cela, il faut combattre les idées fausses et les paradoxes, tel que le principe de subsidiarité poussé jusqu'à l'absurde, ou encore le rejet systématique de l'immigration.

Pour répondre à ces questions, nos intervenants ont défendu la nécessité d'une majorité progressiste au Parlement européen, contre le tiers des députés qui sont aujourd'hui franchement eurosceptiques. Le mouvement de recul ressenti par les progressistes européens est aussi imputable à la mise à l'ordre du jour de questions et de thèmes qui n'avaient aucune raison de l'être. Le débat aux Pays-Bas par exemple est sans aucun fondement : l'Ukraine ne devrait pas voir ses décisions ratifiées ou non par le peuple hollandais seul. Mais la réunion de chefs d'État initiée par François Hollande a semblé pointer dans la bonne direction, qui est celle d'une gouvernance intégrée, soucieuse de respecter la volonté des peuples.